Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1195

Artikel: Bretton Woods : les non-dits du 50 anniversaire
Autor: Carera, Mario
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009699

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'INVITÉ DE DP

Bretton Woods: les non-dits du 50e anniversaire

Les anniversaires se prêtent aux examens de conscience. Les 50 ans des institutions de Bretton Woods – le FMI et la Banque mondiale – n'ont pas failli à la tradition et ont provoqué d'innombrables débats. En Suisse, un récent séminaire a réuni une centaine d'experts de tous bords, professeurs, industriels, ONG, fonctionnaires.

MARIO CARERA
président de la FEDEVACO (fédération vaudoise de coopération)

Le FMI est l'objet de plusieurs interrogations. La première concerne la redéfinition de son rôle depuis la fin du système des taux de change fixes, au début des années 70. Il devrait, disent des experts financiers, délaisser sa tâche de financement et d'ajustement dans les pays en voie de développement (PVD) ou dans les pays en transition à l'Est et se concentrer sur la surveillance monétaire. Ce vœu découle de l'incapacité des pays du G7 d'assurer une certaine stabilité monétaire internationale et de mettre de l'ordre chez eux (voir les déficits italiens, américains). Avec des conséquences fâcheuses: les besoins d'emprunt du groupe des Sept ont presque triplé depuis 1985, passant de 250 milliards de dollars à 636.

L'instabilité des taux de change et l'endettement ont en effet des coûts industriels très lourds et des conséquences négatives sur l'emploi et les gains financiers trop faciles. Mais comment le FMI pourrait-il faire le médecin dans les politiques macro-économiques des grands, alors que chaque gouvernement du G7, en contradiction avec ses déclarations, préserve jalousement sa marge de politique économique? Pourquoi laisserait-il soudain le FMI mettre son nez dans ses affaires? Le monde peut continuer à s'aligner, l'ajustement au Nord restera chasse gardée.

Une autre controverse concerne la création par le FMI de nouvelles liquidités internationales (les DTS) au profit des PVD et de l'Est. En appuyant une nouvelle allocation de 70 milliards de francs, soutenant ainsi la direction du FMI et les PVD, la Suisse s'est mise en porte-à-faux vis-à-vis des pays du G7, ce que les milieux privés helvétiques critiquent. Selon eux, il n'y a pas, globalement, de manque de liquidités et la distribution «d'argent gratuit» constitue un «faux signal». Cette analyse laisse de côté une question centrale: comment aider les 40% des pays membres dont les réserves monétaires ne couvrent que 10 semaines de financement des importations?

Les milieux privés se font pressants: avec la libéralisation mondiale le FMI doit se limiter à créer les fameuses «conditions-cadres» (inflation, taux de change et d'intérêts), ce qui stimulera les investissement privés. L'exemple des «marchés émergents» – l'Asie du sud-est notamment – est abondamment cité: 87% des 150 milliards de dollars investis là-bas l'an dernier proviennent de sources privées. La BM doit, elle, appuyer les réformes structurelles internes vers le privé et , via l'une de ses filiales, multiplier les garanties de crédit pour les investisseurs.

Ce scénario se heurte à quelques préalables. L'endettement d'abord. Si la crise internationale a été évitée, le problème reste lancinant. En dépit de tous les rééchelonnements, la dette des PVD a doublé de 1982 à 1992 (1 703 milliards de dollars) et la dette multilatérale (envers le FMI, la BM, les banques régionales) a triplé durant la même période (304 milliards), notamment dans les pays pauvres. Rien d'étonnant puisque ces régions – l'Afrique en tête – ont largement été exclues des flux privés. Le problème, c'est qu'on continue à prêter pour rembourser, des crédits d'aide publique sont utilisés pour assurer le service de la dette multilatérale, qui n'est pas renégociable: en cas d'arriérés, tout nouveau crédit est suspendu. Une aberration parmi d'autres: des crédits du FMI en appui aux dévaluations du franc CFA en Afrique de l'Ouest ont servi à payer les arriérés à la Banque régionale africaine. La vente d'une partie des réserves d'or du FMI, proposée par les Anglais, serait une bonne formule de désendettement.

Le «développement durable», ensuite, n'implique pas seulement du financement. La BM est certes devenue le plus gros banquier vert de la planète (2 milliards de dollars l'an dernier), mais elle est meilleure dans les programmes de «pollution industrielle», à forte composante technique, que dans ceux de «pollution liée à la pauvreté» (érosion, démographie, eau), qui impliquent une stratégie participative et souvent des changements de structure (par exemple une réforme agraire), politiquement très délicats pour les gouvernants.

La «conditionnalité» enfin est aujourd'hui unilatérale: le Sud et l'Est s'adaptent aux conditions du Nord. D'où souvent l'absence de consensus populaire autour de réformes perçues comme imposées de l'extérieur. Ce manque d'identification nationale est à la base de beaucoup d'échecs. Il faut revoir les termes de la «conditionnalité» et englober aussi les politiques du Nord (protectionnisme, déficits, commerce d'armes). Première étape: démocratiser les structures et accroître la transparence. La BM a engagé des réformes (unité indépendante d'évaluation, publications plus accessibles, réduction de son budget et pari sur la qualité), mais le FMI, lui, vit encore dans sa tour d'ivoire. ■